

TRIBUNE

Comité Orwell : dire non au coup d'Etat européen

Marianne, 14 Juillet 2015

Benjamin Masse-Stamberger est journaliste, membre fondateur du Comité Orwell. Ancien grand reporter à *l'Express*, il est co-auteur de *Casser l'euro pour sauver l'Europe* aux éditions des Liens qui libèrent.

Pour le Comité Orwell, dont il est un des membres fondateurs, Benjamin Masse-Stamberger signe ce texte dans lequel il tire les leçons de l'épisode grec au cours duquel l'Europe, écrit-il, "s'est muée en directrice de conscience cruelle et perverse". "La première leçon, avance l'auteur, c'est qu'il n'est pas de sortie de l'austérité sans sortie de l'euro. La seconde, c'est que l'Europe a été kidnappée par des fanatiques, prêts à tout pour éviter de voir leurs croyances s'effondrer, et leur responsabilité dans la destruction de l'idéal européen, mise au jour."

« Ah les cons ! » Défilant sous les applaudissements, en ce jour de Fête nationale, François Hollande a-t-il songé à la réflexion d'Edouard Daladier, acclamé à sa descente d'avion, au lendemain de la signature des accords de Munich, en septembre 1938 ? L'Histoire, en tous cas, retiendra que le président français — salué par une majorité de politiques et d'éditorialistes de cour — a porté sur les fonds baptismaux un accord qui entérinait la soumission, l'humiliation, et la reddition sans conditions d'un peuple et de son gouvernement démocratiquement élu. Bien sûr, il faut se méfier des comparaisons historiques : Angela Merkel n'est pas Hitler, et la Grèce n'est pas la Tchécoslovaquie. Mais il y a quelque chose de tristement semblable dans l'acharnement français d'aujourd'hui : la volonté de sauver à tout prix ce qui ne peut plus l'être — en l'occurrence l'euro — quitte à sacrifier ce qui devrait être défendu à tout prix — l'intégrité économique de la péninsule hellénique, et au-delà, la dignité de son peuple.

Mais c'est l'Europe, et non la Grèce, qui, avec l'accord bruxellois de ce week-end, a définitivement perdu ce qui lui restait d'honneur.

S'il est une leçon de l'expérience Tsipras, en effet, c'est que cette Europe-là n'est pas seulement sans projet : elle est aussi sans âme, et sans cœur. L'erreur du Premier ministre grec aura été de croire qu'avec Wolfgang Schäuble et ses supplétifs, l'on pouvait discuter entre personnes partageant une communauté de valeurs et d'intérêts. Mais non : Tsipras, longtemps considéré comme un enfant manipulable à volonté, a changé de statut après le référendum du 5 juillet. En appelant au peuple, il est devenu l'Ennemi public n°1 d'une oligarchie européenne qui ne craint rien davantage que le recours à la démocratie directe. Et pour cause : à chaque fois, ou presque, que les peuples ont été consultés, ils ont rejeté les projets mirifiques des Docteur Folamour de Bruxelles. Ceux-là ne craignent qu'une chose : que l'inanité d'un

projet devenu fou ne soit portée au grand jour.

C'est ce Moloch qu'Alexis Tsipras a libéré en jouant, brillamment, la carte du référendum. En témoigne la volonté délibérée d'humiliation qui transpire à chaque ligne du texte adopté à l'issue de ce week-end. Comment interpréter autrement la volonté de transférer au Luxembourg, pays bien connu pour sa transparence, l'organisme chargé de gérer les privatisations ? Ou encore ces précisions kafkaïennes aux termes desquelles l'Eurogroupe codifie jusqu'à l'activité « *des boulangeries, et le commerce du lait* » ? En ce week-end, l'Europe ne s'est pas transformée en maison de redressement, contrairement à ce qui a été beaucoup dit : elle l'était déjà devenue depuis longtemps. Non, la nouveauté, c'est que cette maîtresse tatillonne s'est muée en directrice de conscience cruelle et perverse, torturant un adversaire affaibli, en vérité déjà à terre.

Alexis Tsipras manquait en fait d'une carte dans son jeu : la possibilité de mettre en œuvre une sortie de l'euro intelligente et préparée.

Faute de temps et d'organisation, faute de mandat populaire pour le faire. Faute aussi, sans doute, d'avoir estimé avec suffisamment de lucidité où cette Europe-là en était de sa dérive. Comme l'a dit Yanis Varoufakis, écarté sans ménagement des négociations, dans une interview récente au magazine *The New Stateman* : « *Avoir les informations de l'intérieur... Avoir les "puissances supérieures" qui vous parlent directement – et que cela soit pire que ce que vous avez imaginé !* » S'il ne s'était soumis, le gouvernement grec aurait dû accepter une sortie de l'euro contrainte et immédiate, aux conséquences impossibles à prédire. D'autant que les adversaires d'Athènes, pour mettre un point final à leur démonstration, auraient veillé à ce que le chaos mille fois prédit se réalise bel et bien. Tsipras n'eut donc d'autre choix que de se soumettre.

Bien sûr, ce traité de Versailles à l'envers ne saurait demeurer sans conséquences. Le risque est réel que le peuple grec, humilié et épuisé, ne finisse par se réfugier dans les bras d'Aube dorée, qui n'en demandait pas tant. Quant à la France, le message qui lui est adressé est clair : si elle refuse de passer sous les fourches caudines de Bruxelles et de Berlin, elle aussi subira le même sort.

Pour ceux qui ne se résignent pas à vivre dans cette Europe réduite à un camp disciplinaire, l'épisode de ce week-end est porteur d'importantes leçons : la première, c'est qu'il n'est pas de sortie de l'austérité sans sortie de l'euro. Faute de l'avoir compris, l'expérience gouvernementale d'Alexis Tsipras s'est soldée par un échec cuisant. La seconde, c'est que l'Europe a été kidnappée par des fanatiques, prêts à tout pour éviter de voir leurs croyances s'effondrer, et leur responsabilité dans la destruction de l'idéal européen, mise au jour. Face à ces extrémistes, la discussion entre gens de bonne compagnie n'est plus de mise. Il faut les combattre.